



## Des difficultés multiples : la campagne «Une sur neuf» (One in Nine), Afrique du Sud

Jane Bennett\*

« Nous avons rencontré des difficultés multiples, mais je pense que ce qui nous a fait tenir, c'est le rêve d'un monde meilleur et le fait que nous étions en train de le construire ensemble. Nous avons beaucoup parlé, nous nous sommes soutenus les uns les autres, nous avons fait pression sur la communauté des donateurs pour qu'elle se joigne à nous au lieu de tout simplement nous donner des subventions. »

Fatma Alloo, membre fondatrice, TAMWA (Organisation des femmes tanzaniennes travaillant dans les médias)<sup>1</sup>

« Les exigences des gens ont commencé à s'accroître après leur participation aux ateliers sur le genre. Ils nous ont demandé pourquoi nous parlions tant de la scolarité des enfants puisque les écoles étaient si loin ; pourquoi nous évoquions la santé et l'hygiène puisqu'ils n'avaient pas accès à l'eau potable... Nous avons été obligés de reprendre nos projets. C'est ainsi que nous avons commencé à inclure l'éducation aux droits humains dans notre travail... Nous savions que les hommes politiques nous accuseraient d'être un parti politique. Mais nous n'avons pas eu peur car nous avons basé notre travail de lobbying sur la vie quotidienne des gens, et si on nous questionnait nous répondions « *allons voir de quoi il s'agit concrètement...* »

Emily Sikawe, Directrice, Women for Change, Zambie.<sup>2</sup>

« C'est en bougeant que nous provoquons des ruptures. »

Patricia McFadden,<sup>3</sup> membre fondatrice, SAFERE (Revue féministe d'Afrique australe) et activiste féministe africaine.

### Introduction

Les stratégies d'activisme politique par la mobilisation des « femmes » changent énormément selon les divers contextes historiques, sociaux, économiques et culturels (Geisler, 2004 ; Razavi et Molyneux, 2002 ; Ferree et Tripp, 2006). Certaines analyses de ces changements privilégient les politiques identitaires comme ressources clés

pour comprendre les différences, les tensions et les alliances, de telle manière que les identités « religieuses », par exemple, ou les identités raciales, deviennent primordiales pour la théorisation d'initiatives ou de programmes activistes particuliers (Geisler, 2004). D'autres s'intéressent plus à la confluence contextuelle des réalités économiques et politiques à causes desquelles les personnes dont le genre est défini comme « femmes » se trou-

\*. Institut africain des genres, Université du Cap

1. "In Conversation: Mobilizing Tanzania's Women; Joanne Henry speaks with Fatma Alloo," *Feminist Africa: Women Mobilized*, Numéro 4, 2005, p 141

2. Emily Sikawe, "Women for Change: Working With Rural Communities," in Hope Chigudu (ed) *Composing a New Song: Stories of Empowerment from Africa* London, Harare, Kampala: The Commonwealth Foundation, Weaver Press, Fountain Publishers, 2002, p 135

3. Patricia McFadden, citée dans 'Transformation: An Informal Journal about Yari Yari Pamberi 2004', Felicia Pride, novembre 2004, [www.thebacklist.net](http://www.thebacklist.net)

vent démunies d'un accès au pouvoir, à certaines ressources matérielles, et/ou à une représentation politique (Hassim, 2006 ; Keck et Sikkink, 1998). Au cours des quelques dernières années, des discussions aussi critiques qu'animées ont eu lieu sur la nature, la forme et l'avenir de l'organisation du « mouvement des femmes », et dans les contextes africains. J'estime qu'il y a quatre débats principaux qui reviennent en permanence dans les écrits intellectuels sur les « mouvements de femmes », dans l'organisation activiste à différents niveaux, et dans les nombreux forums – ateliers, conférences, tentes au FSM, petites salles de réunion et pelouses ombragées où l'on prépare, débat et organise des célébrations.

Le premier débat traite de la signification de l'État. Au cours des quarante dernières années, on a beaucoup investi d'énergie dans la lutte pour que les États aux « drapeaux démocratiques » se chargent de « l'égalité des genres » en termes de représentation politique, dans les processus budgétaires étatiques, et pour la fourniture de ressources et de services.<sup>4</sup> Pourtant lorsque les « États » sont eux-mêmes corrompus, fragmentés, en transition rapide ou organisés militairement, la question de la valeur de ce travail et de sa vulnérabilité à une cooptation par des intérêts loin d'être féministes est posée (Mama, 2003).

Ce débat est lié à un deuxième thème : le sens de l'interaction entre le nord et diverses initiatives relatives aux « droits humains des femmes », aux « féminismes austraux » et à la « justice sociale consciente des genres ». Comme le suggère Aili Tripp, « le terme « *féminisme transnational* » s'utilise parfois pour signifier sans vouloir le dire une implication occidentale dans les mouvements fé-

*ministes du monde entier, et l'influence de cette implication* ». <sup>5</sup> Néanmoins, toujours selon Aili Tripp, cette façon de parler n'exprime qu'une seule dynamique d'une forme d'organisation transnationale féministe, une dynamique qui provoque des questions difficiles sur l'intégrité, la durabilité, le contrôle et les stratégies à long terme.

Un troisième débat tourne autour du fait que depuis 1994 (voire plus tôt dans certains contextes), les questions qui avaient été centrales aux activités d'organisation des femmes – l'accès à la santé en matière de reproduction, la liberté face à la violence liée au genre – se sont mêlées à des problèmes de santé sexuelle et relatifs aux termes du débat sur la reproduction. Le lien entre le genre, la culture et la sexualité est si étroit et si profondément naturalisé dans les discours sur le nationalisme, la famille et – bien sûr – le fait d'« être humain » que les activités d'organisation des femmes passant par la reconnaissance de la sexualité en tant que force politique ont été difficiles.<sup>6</sup> Néanmoins, en Afrique, le débat sur l'engagement théorique – et concret – dans des luttes locales et continentales menées pour comprendre les liens entre les sexualités, le genre et l'espace socio-économique est vigoureux, subtil et utile.

Le quatrième débat traite de l'existence même d'un « mouvement de femmes » (Essof, 2005). À une ère où les politiques de l'OMC, la guerre américaine en Irak et le fossé croissant entre les riches et les pauvres de par le monde vont à l'encontre des notions de « progrès » ou de « démocratie », les protestations politiques exigeant des alternatives ont été de plus en plus nombreuses. La place de la justice liée au genre dans ce type de projets, liée à l'apparente intransigeance des oppressions

---

4. Il existe bien sûr des contextes continentaux où le concept d'un « État » cohérent n'est pas utile.

5. Aili Mari Tripp, "Regional Networking as Transnational Feminism: African Experiences," in *Feminist Africa* 4, 2005, 46-63, p 46

6. Comme le note la professeure Amina Mama : « Au niveau mondial aussi, après le 11 septembre 2001 il s'est avéré que la politique du sexe – et la morale sur laquelle se basent les discours dominants sur la sexualité – ne pouvait plus être renvoyée à la périphérie de l'analyse féministe. » (Mama, 2005:3) Toutefois, les conditions selon lesquelles les « sexualités » sont introduites dans le domaine juridique et politique restent contestées – il est plus facile d'introduire des notions de « sexualité » dans le cadre de la santé que de parler de sexualités comme source d'autonomisation ; les termes de contraintes et de « gestion » sont souvent plus faciles à faire entendre en tant qu'approches politiques à la sexualité que l'exploration ou la construction d'alliances dans diverses circonscriptions « sexuelles ».

7. Certains de ces débats ont été accompagnés d'un certain désespoir (Chigudu, 2007), de difficultés pour les « féministes plus âgées » (Wilson, Sengupta, et Evans, 2006), et de la recherche de nouvelles alliances.

liées au genre au niveau local, a entraîné moult réflexions, analyses ainsi qu'une volonté de renouveau et d'emploi de nouvelles stratégies.<sup>7</sup> Certaines voix se sont fait entendre avec une vigueur renouvelée au sujet des contextes politiques et économiques actuels d'injustices complexes liées au genre. En outre, des analyses théoriques cherchant à impliquer une vaste gamme d'activistes locaux et transnationaux ont aussi été proposées, ainsi que des stratégies pour des luttes théoriques mais aussi concrètes. La campagne sud-africaine « Une sur neuf » (One in Nine, connue sous le signe d'OINC) est une organisation jeune, qui entre dans cette catégorie.

### Organisation du mouvement des femmes en Afrique du Sud

L'histoire du mouvement des femmes en Afrique du Sud est généralement liée aux mouvements de résistance au colonialisme (puis, après 1948, à l'apartheid) pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle.<sup>8</sup> S'il est vrai qu'avant 1990, l'analyse féministe des domaines politiques, culturels et économiques avait tendance à être mêlée aux différents mouvements qui luttaient pour mettre fin à l'apartheid (socialistes, libéraux, politique alors souterraine de l'ANC, travail avec les ouvriers, etc.), il est également vrai que pendant les années précédant 1994 (année du démantèlement formel de l'État apartheid), le consensus avait été insuffisant entre les différentes organisations et activistes, pour la création d'une Charte nationale puissante pour les femmes, en tant que plateforme à partir de laquelle

faire pression sur le nouveau gouvernement pour qu'il prenne des dispositions concrètes en faveur de la justice liée au genre (Hassim, 2006 ; Goven-der, 2007).

Étant données les tensions en matière de race, de classe sociale et d'orientation politique chez les femmes travaillant sur la Charte nationale des femmes, son existence, même est en soi remarquable. Cette charte a donné naissance à de nombreuses « reconnaissances liées au genre » très importantes. L'accès au pouvoir politique a été formellement ouvert aux femmes par un système de quota sur les listes du parti au pouvoir ; une batterie de réformes juridiques relatives au harcèlement sexuel, à l'accès à l'avortement et aux questions de violence conjugales a été lancée ; des réformes financières ont été également lancées grâce au budget femmes ; une attention particulière a été portée à l'amélioration des allocations de soutien aux enfants et à l'apport de soins anténataux gratuits pour les femmes enceintes ; en outre une série de bureaux a été établie dans le but d'obtenir et de maintenir l'égalité des genres au niveau national – entre autres, par la Commission sur l'égalité des genres.

Néanmoins, entre 1994 et 2007 les conditions de vie des femmes sud-africaines ont été de plus en plus difficiles.<sup>9</sup> Quatre problèmes se sont joints, de manière à affecter profondément la qualité de vie des femmes (et des hommes), créant des zones d'injustice politique et économique relativement similaires aux expériences vécues pendant le régime d'apartheid (car l'engagement de l'État pour la protection des vies les plus vulnéra-

- 
8. Des débats existent sur les conditions dans lesquelles différentes femmes se sont battues contre l'oppression – en tant qu'« opératrices militaires » contre les Britanniques pendant la guerre anglo-boer de 1900 ; comme membres de la guerre souterraine contre l'État apartheid, menée par Umkhonto we Sizwe et autres mouvements de libération nationale à partir des années 1960 ; en tant que « mères » s'organisant au Cap occidental contre les politiques territoriales et de logement dans les années 1980 ; ou en tant que « femmes » sous la bannière de diverses organisations positionnées à différents points historiques contre l'État apartheid, comme la FEDSAW (Fédération des femmes sud-africaines) dans les années 1950, Black Sash des années 1960 aux années 1990, l'UWO (Organisation des femmes unies) dans les années 1980, ou la Coalition nationale des femmes, active entre 1990 et 1992. Ces débats sont liés aux relations entre les activités politiques de ces différentes femmes, l'articulation de leur lutte, leurs identités, leurs alliances et stratégies.
9. Dire ceci ne signifie pas refuser de reconnaître les réussites obtenues en matière de réformes législatives et l'engagement au niveau constitutionnel pour prévenir la discrimination basée sur le « sexe, genre, orientation sexuelle, race » ; ces avancées ont permis de créer un espace discursif d'une valeur inestimable, qui peut être utilisé pour continuer à se battre pour avoir accès aux terres, à un traitement médical, etc. Des opportunités concrètes ont également été créées, comme certains moyens de lutter contre la violence conjugale.

bles est très faible) ; mais avec, en plus, de « nouvelles » brutalités. Le premier de ces problèmes est l'augmentation de la pauvreté. La pauvreté est omniprésente, et selon une étude récente menée par le ministère des Affaires sociales, elle touche un nombre époustouflant de personnes – de 45 à 50 %. Le taux de chômage est de 36 % pour la totalité de la population, et plus élevé chez les femmes noires.<sup>10</sup> Le deuxième problème, celui du VIH-Sida, a beaucoup frappé en Afrique du Sud. Dans ce domaine, les méthodes de quantification sont complexes. Toutefois, le ministère sud-africain de la santé estimait dans une étude datant de 2006 que 29,1 % des femmes enceintes examinées avant leur première visite à la clinique anténatale étaient séropositives. L'espérance de vie moyenne est de 54 ans (sans le Sida, elle serait de 64 ans), et actuellement 50 % des Sud-africains de moins de 15 ans n'auront jamais 50 ans.<sup>11</sup>

Le troisième problème est le fait que le fossé existant entre le « premier monde » et le « tiers monde » sud-africains soit en train de se creuser. À ceci s'ajoute le fossé typiquement creusé entre la formalisation politique et la mise en place concrète des politiques, et les Sud-africains se trouvent dans un contexte quasi-schizophrène : il existe, par exemple, des outils juridiques puissants sur l'égalité des chances et contre la discrimination, mais la réalité quotidienne est que le chômage, la précarisation croissante du travail et les fermetures d'usines signifient que le discours démocratique reste un « mensonge ». <sup>12</sup> Le fardeau que les femmes doivent porter est particulièrement lourd, notamment parce que leur position en tant que chargées des soins à la fois au niveau communautaire et familial est restée la même.

Le quatrième problème se réfère à la violence liée au genre. Si d'aucuns considèrent que les statistiques en augmentation sur le viol (comprenant

le viol et les mauvais traitements sexuels infligés aux enfants et aux bébés) ne représentent que l'effet de procédures de contrôle plus efficaces et d'une confiance accrue en l'État, d'autres estiment qu'au cours des quelques dernières années, l'augmentation de la prédominance de la violence liée au genre et des niveaux de brutalité a été très importante (Vetten, 2006).

Actuellement, les débats relatifs à l'organisation du mouvement des femmes en Afrique du Sud cherchent à comprendre les véritables succès politiques des activistes en matière de négociation de la reconnaissance par l'État du besoin d'égalité des genres à la lumière des problèmes actuels graves auxquels les femmes sont confrontées, à divers endroits. Entre 1999 (au bout de cinq premières années d'enthousiasme quant au nouvel État, et de volonté de s'impliquer dans son travail de manière relativement aveugle) et 2005, certains estimaient que l'organisation du mouvement des femmes avait souffert, luttant pour sa propre cohérence et ses connexions dans un contexte rapide d'augmentation de la pauvreté. On estime que le mouvement a alors perdu de la vitesse, en même temps qu'on s'est de plus en plus inquiété (voire, qu'on a été de plus en plus déçu) à la fois à sujet des compétences de l'État que de sa volonté réelle de transformer les axes sociaux et économiques du pouvoir de manière à obtenir l'égalité des genres « sur le terrain » (Salo, 2005). Les décisions de l'État sur le genre sont devenues de moins en moins concrètes pendant cette époque (Seidman, 2006) ; des organisations bien établies (comme le Réseau national sur la violence contre les femmes) ont perdu pied ; et de nombreuses petites organisations se sont mises à lutter pour obtenir des financements, pour leur durabilité, et pour s'impliquer les unes avec les autres dans des programmes communs.

10. Selon certains, l'Afrique du Sud est « un exemple digne d'un livre scolaire de fonctionnement de la mondialisation dans un monde semi-industrialisé... les conséquences nettes de ce regroupement simultané de mondialisation économique et de transition démocratique ont été très négatives... » (Ballard, Habib et Valodia, 2006 : 16) Un article plus long permettrait d'en souligner les multiples conséquences, mais même une analyse superficielle de cette pauvreté, basée sur le genre, permet de voir où se trouve la vulnérabilité des femmes.

11. The Centre for Actuarial Research, Medical Research Council, et Actuarial Society of South Africa, The demographic impact of HIV and AIDS in South Africa: National and Provincial Indicators (2006).

12. Notre environnement actuel est très changeant : s'ouvrent certaines opportunités, mais en même temps le sentiment d'insécurité s'installe, et la société civile se fragmente en îlots identitaires.

Néanmoins, on peut dire que la situation de l'organisation du mouvement des femmes est devenue de plus en plus intéressante. Dans tout le pays se trouvent des « femmes organisées » qui travaillent, pour nombre d'entre elles, selon des principes féministes fondamentaux relatifs à la justice liée au genre, de manière explicite comme implicite. Les plus visibles (que certains estiment les moins puissantes) subissent les contraintes des décisions étatiques liées au genre ; à un niveau moins « visible », il existe des centaines de petites organisations connectées aux « problèmes de femmes » (allant d'un engagement en matière de soins sociaux par la fourniture d'un meilleur service aux femmes, jusqu'aux ONG qui travaillent sur la participation des femmes au niveau des autorités locales). Il existe aussi des réseaux liés à d'autres organisations dans le pays et ailleurs ; on a des chercheuses, des consultantes et des journalistes féministes, souvent basées dans des universités ; et dernier point mais non des moindres, il y a des membres de nouveaux mouvements sociaux de terrain qui se décrivent comme « activistes femmes », qui réfléchissent et émettent des stratégies en incluant l'oppression liée au genre en tant que lutte à mener, et qui représentent la base des protestations politiques émergentes contre les positions et les politiques prises par l'État.<sup>13</sup>

Avant de placer la campagne « Une sur neuf » (One in Nine) dans le cadre du présent profil, une dernière question reste à évoquer. Dans les cinq dernières années, le lien entre la politique de la sexualité et la politique du genre a été de plus en plus prééminent au niveau des difficultés rencontrées par les activistes femmes, qu'elles travaillent avec un discours explicitement féministe ou qu'elles soient impliquées, par exemple, dans *Treatment Action Campaign*, qui lutte pour un accès au traitement et des politiques progressistes sur le VIH et le Sida. Dans tout le continent africain, la lutte nécessaire contre la transmission du VIH, contre la violence sexuelle et pour que les femmes et les filles aient accès à une éducation scolaire, à des soins de santé et à des droits politiques comme conditions de base de la démocratie a accru l'im-

portance des questions de sexualité au niveau des engagements théoriques comme militants relatifs à l'État. (Mama, 2005:3) Toutefois, les conditions dans lesquelles la « sexualité » prend une place plus importante dans le domaine juridique et politique restent contestées – il est plus facile d'introduire des notions de « sexualité » dans le cadre de la santé que de parler de sexualités comme source d'autonomisation ; les termes de contraintes et de « gestion » sont souvent plus faciles à faire entendre en tant qu'approches politiques à la sexualité que l'exploration ou la construction d'alliances dans diverses circonscriptions « sexuelles ».

En Afrique du Sud, ce débat rejoint plusieurs questions politiques différentes : l'échec de l'État à mettre en place un programme d'ARV pour faire face à l'épidémie de VIH et de Sida qui dévaste toute la région d'Afrique australe ; l'intégration du VIH et du Sida en tant que question liée à la succession de l'ANC – de manière à la fois vicieuse et complexe – ; la validité de la loi sur l'avortement (récemment renvoyée au Parlement pour motif qu'en 1996 il n'y avait pas eu assez de participation et de débats populaires sur certaines des clauses) ; les modifications des lois sur le mariage – qui impactent (différemment) la loi personnelle musulmane, le droit coutumier et les droits des homosexuels et des lesbiennes de se marier ; l'interdiction de la pratique de mère porteuse sous la forme de contrat payé ; les discussions relatives à une nouvelle loi sur les crimes sexuels ; la signification prise par le procès de Jacob Zuma, accusé de viol en 2005 et acquitté en 2006 dans un verdict qui a divisé la nation sur la signification du viol ; les tentatives de modifier la législation sur le trafic ; les tentatives de soumettre les médias à une censure gouvernementale pour tenter de diminuer la pornographie enfantine ; le fait que 54 000 écolières en âge de suivre des études secondaires aient abandonné l'école en 2006 pour motifs de grossesse. Dans ce contexte national, les sexualités constituent une zone vivante de négociation constante des droits, où les masculinités et les féminités se déploient à la fois comme points d'accès et comme barrières à la justice sociale.

13. Deux organisations en Afrique du Sud (ILRIG, au Cap et Khanya College, à Johannesburg) ont pris des mesures spécifiques pour travailler avec ces femmes, par des ateliers d'éducation et de stratégie ciblés, par exemple, sur le féminisme et la mondialisation.

Le lancement de la campagne « Une sur neuf » (One in Nine) doit être compris dans le contexte national spécifique – un contexte historique complexe en matière d’activisme des femmes, très mêlé aux politiques du mouvement de libération national, « présent » dans les discours mais ayant le sentiment d’être déconnecté du mouvement actuel de jeunes activistes ; une période de « lune de miel » au cours de laquelle les dirigeants des mouvements de femmes ont largement coopéré avec les initiatives menées par l’État ; un environnement social, politique et économique de plus en plus difficile où l’organisation du mouvement des femmes a rencontré des difficultés en matière de direction, d’alliances et de durabilité ; et enfin, la possibilité de nouveaux cadres de travail (pour l’Afrique du Sud) pour l’activisme politique, où les questions de justice sociale sont liées à celles de l’égalité des genres et des droits sexuels.

### La campagne « Une sur neuf »

*« Notre mandat principal est activiste, féministe, et provient directement des femmes en crise qui se trouvent face au VIH et face à la violence, dans un environnement où d’un côté il y a des lois, des « droits » - et nous travaillons avec différentes organisations pour que ces lois, ces droits, soient réalité –, alors que de l’autre les femmes sont dans un vrai danger, surtout les femmes noires... Mais il nous fallait un groupe de réflexion pour penser aux stratégies qui nous sont disponibles, un groupe de réflexion pour penser à l’action directe que nous pouvons mettre en place, d’une manière inédite depuis des années. C’est de là que nous sommes parties. »*

Dawn Cavanagh, co-fondatrice de la campagne  
« Une sur neuf »<sup>14</sup>

Il est difficile de décrire avec précision les réactions intenses qui ont entouré le procès pour viol de Jacob Zuma (vice-président du pays jusqu’à ce qu’il soit temporairement démis de ses fonctions en 2005, en raison d’un autre procès). L’accusation a été lancée en novembre 2005 par une jeune femme séropositive, amie de la famille de Zuma et invi-

tée de la maison Zuma le soir des événements. La popularité politique contestée mais puissante de Jacob Zuma, doublée de sa relation difficile avec l’État pour motifs autres (financiers), a entraîné à la fois un procès très public, mais aussi un procès où les défenseurs de Zuma se sont avérés très hostiles à la femme qui l’accusait de viol, la raillant sur plusieurs forums publics, et portant ainsi atteinte à sa sécurité. C’est dans ce climat qu’un nombre d’organisations basées sur des principes féministes et travaillant sur la violence liée au genre (notamment, sur le besoin d’entendre l’histoire de la victime sans préjugés, et l’importance de comprendre la « victimisation secondaire » inhérente aux procédures juridiques classiques) se sont organisées pour confronter l’idée généralement reçue selon laquelle « Khwezi » (nom donné à la femme qui accusait Zuma) était une « conspiratrice utilisée », une « femme facile », une « salope » et une « honte ».<sup>15</sup> De là est partie la campagne « Une sur neuf » (OINC).

Les statuts de la campagne « Une sur neuf » expliquent qu’elle a été établie en février 2006, au début du procès pour viol de Jacob Zuma, pour « apporter une expression de solidarité à la femme impliquée dans ce procès ainsi qu’à d’autres femmes qui s’expriment sur le viol et la violence sexuelle. » Le document explique que le nom de la campagne se base sur une étude du Medical Research Council menée en 2005 (Centre de recherche médicale, MRC) sur la violence sexuelle, qui indiquait que seulement une victime de viol sur neuf dénonçait l’attaque à la police. Cette statistique a donné son nom à la campagne, « Une sur neuf ». L’étude indique également que parmi les affaires qui passent en justice, seulement 5 % des violeurs sont condamnés. On observe donc « un grand besoin de réforme du cadre institutionnel pour servir les femmes qui s’expriment. »

Le document indique également que la mission de l’OINC est de travailler avec des organisations et des institutions impliquées par les questions de VIH/Sida, de violence contre les femmes, de droits des femmes, de droits humains et d’activisme lesbien, gay et bisexuel pour s’assurer « que la question des droits sexuels de toutes les femmes soit

14. Entretien avec Dawn Cavanagh, 14 Octobre 2007

15. Toutes ces citations se trouvent sur [www.friendsofjz.org.za](http://www.friendsofjz.org.za), site web dédié au soutien à Jacob Zuma.

évoquée ». Pour ce faire, l'objectif est de construire la solidarité, de faire des recherches, de travailler avec les médias, de chercher à modifier les lois, mais aussi de lancer des campagnes d'action directe. Les objectifs sont décrits comme suit :

## Objectifs :

- **Construire la solidarité** : Faire connaître les questions de droits sexuels en évoquant surtout le droit des femmes à l'autonomie sexuelle et des pratiques sexuelles sûres et consensuelles.
- **Recherches** : Développer un programme de recherches qui permette d'évaluer effectivement les aspects sociaux et juridiques de la violence sexuelle et leurs conséquences en matière de politiques et de pratique.
- **Médias** : S'attaquer au pouvoir des médias imprimés et électroniques en faveur de l'éducation et de l'information des institutions principales et du public sur les dimensions juridiques et sociales de la violence sexuelle.
- **Réformes juridiques** : Faire pression pour une réforme de la justice et du cadre juridique pour que les femmes qui osent parler de leur expérience puissent avoir accès à la justice à toutes les étapes du processus.
- **Action directe** : Manifester un soutien et une solidarité directs avec les femmes qui osent s'exprimer contre la violence sexuelle.

Un consortium d'organisations est chargé de gérer la campagne : People Opposing Women Abuse (POWA), Gender AIDS Forum (GAF), Positive Women's Network (PWN), Forum for the Empowerment of Women (FEW), OUT LGBT Well-being (OUT), Rhodes University Treatment Action Campaign (TAC), Men as Partners/Engender Health, AIDS Legal Network, AIDS Consortium, Treatment Action Campaign et Masimanyane Women's Support Centre. La plupart de ces organisations sont basées dans le Gauteng, province centrale d'Afrique du Sud (sauf le Masimanyane Women's Centre et le TAC de l'université de Rhodes, qui se

trouvent au Cap-Est). La gestion de la campagne se fait sous forme participative, avec une demande de consensus de la part de tous les participants lors de la prise de décisions stratégiques particulières, mais en tirant à la fois de l'énergie disponible chez les différentes organisations, en fonction de leurs activités.

Le Forum for Women's Empowerment, POWA et PWN ont joué un rôle particulièrement important dans la naissance de l'OINC, notamment en matière de construction d'un mouvement activiste. Les différentes organisations se réunissent souvent, et s'attachent aux détails de l'organisation d'activités militantes. Ce qui ressort le plus de cette collaboration entre organisations, c'est leurs relations étroites – elles forment un collectif – avec les questions clés se trouvant au cœur de l'oppression contre les femmes en Afrique du Sud en 2006 : la violence liée au genre, les masculinités patriarcales, le VIH et le Sida, et les politiques de la sexualité. Derrière le travail de toutes ces organisations se trouve la reconnaissance des dommages imputables à la pauvreté, et du lien constant entre la couleur de peau et les conditions de vie de la classe ouvrière et paysanne du pays.<sup>16</sup>

L'OINC est dirigée par plusieurs femmes dont l'expérience en termes de luttes pour les droits, la négociation des conflits, la sexualité et les droits de reproduction, le VIH ou la violence liée au genre est différente, et dont les expériences personnelles de lutte économique sont également diverses. La plupart des ces femmes sont noires, ce qui représente en soi une « innovation en termes de direction » de l'organisation d'un mouvement de femmes en Afrique du Sud.<sup>17</sup>

Dès le début, le projet « Une sur neuf » a consciemment construit un mouvement basé sur les forces politiques et les domaines d'expertise de différentes organisations sur lesquels on n'avait jamais précédemment capitalisé pour former une coalition d'action formelle. Selon la déclaration de mission de l'OINC, il existe également une équipe basée en province, composée d'AIDS Legal Network (Cap occidental), Gender AIDS Forum

16. Ces déclarations de mission séparées se trouvent sur [www.powa.org.za](http://www.powa.org.za) ou [www.tac.org.za](http://www.tac.org.za).

17. Il y a bien sûr eu beaucoup de dirigeantes noires dans le mouvement des femmes, mais elles dominent moins dans le secteur des ONG – on les trouve plus dans les syndicats, ou associées à des partis politiques.

(KwaZulu/Natal), Thohoyandou Victim Empowerment Trust (Limpopo) et Greater Nelspruit Rape Intervention Project (GRIP) Mpumalanga. L'équipe se compose d'un groupe d'activistes impliqués dans la mission de plaidoyer actif de l'OINC, surtout dans le domaine de la pauvreté, du VIH/Sida, de la violence liée au genre et de la sexualité. Les activistes font tous partie d'une ONG et travaillent sur des interventions diverses, et participent autant que possible aux débats de l'OINC par email, ou à des actions (de soutien des victimes lors de procès, sous la bannière de l'OINC).

Lorsque la campagne a été lancée, la coalition n'avait reçu aucun financement spécial, et ne disposait pas non plus d'un espace lui étant « réservé » où travailler en tant que coalition. Trois organisations étaient particulièrement porteuses des discussions (The Positive Women's Network, Gender AIDS Forum et Forum for Women's Empowerment), et au cours des mois du procès, l'activisme a consisté en l'organisation quotidienne stratégique de protestations publiques permanentes, les contacts pris avec les médias grâce aux liens créés avec les journalistes, la conception et la maintenance d'un site web<sup>18</sup> qui publiait des mises à jours quotidiennes sur divers aspects du procès.

Initialement, la nécessité d'agir, dans le contexte médiatique intense du procès, n'a pas permis de porter une véritable attention à la structure interne de la campagne. Ainsi, Dawn Cavanagh, cofondatrice de l'OINC, raconte :

*« Nous carburions à l'énergie pure, c'était très chaotique, très mal organisé au début, ceux qui voulaient et pouvaient faire le boulot s'y mettaient, et les décisions étaient prises par la personne qui se trouvait là, et tout le monde acceptait cette façon de faire; ce n'est que plus tard que nous nous sommes assis et que nous avons rédigé nos propres statuts et que nous avons prévu une stratégie à plus long terme, nous ne réagissions pas à un truc prévu, avec un budget, etc., nous construisions de manière très forte, pour nous c'était une manière entièrement nouvelle de nous organiser. »*

Les statuts de l'OINC, mentionnés ci-dessus, ont été développés dans les mois suivant le procès de Jacob Zuma, qui s'est formellement clos en mai 2006. Ils précisaient la construction d'une plateforme sur laquelle reposer un mouvement basé sur la coalition et les synergies organisationnelles rencontrées. Ils sont explicites sur la nature féministe du projet. Les principes présentés dans le document incluent les suivants :

- **La campagne sera menée dans la durée par des femmes**
- **Les femmes se trouvant à la tête de la campagne cherchent à créer des relations égalitaires de pouvoir au sein de la campagne**, grâce à des pratiques de gouvernance bonnes et démocratiques, basées sur les principes féministes de partage des rôles directeurs et de prises de décision en commun. La campagne 1 sur 9 joue son rôle dans le mouvement mondial des femmes et en tant que tel, est un véhicule par lequel les femmes peuvent prendre le pouvoir en fournissant une plateforme aux voix des femmes pour qu'elles se fassent entendre, et pour que les activistes femmes puissent obtenir de l'expérience en matière de direction de mouvements.
- **Les prémices idéologiques de toutes les actions de la campagne et de la gouvernance sont le féminisme** – La prise de position idéologique de la campagne 1 sur 9 reflète le principe de base du féminisme selon lequel le personnel est politique. A l'aune de cette vérité fondamentale, la campagne reconnaît que pour éradiquer la violence sexuelle contre les femmes, elle doit lutter activement contre toute forme d'oppression, y compris le racisme et les discriminations sociales, mais sans s'y limiter, car ces éléments affectent l'accès des femmes à l'égalité et à la justice.
- **Les actions de la campagne seront basées sur la reconnaissance de l'intersection des différentes formes d'oppression** – la campagne reconnaît que les multiples formes d'oppression, dont entre autres le sexisme, le racisme, les discriminations sociales et l'homophobie

18. [www.oneinnine.org.za](http://www.oneinnine.org.za). Le site a été piraté plusieurs fois pendant le procès, notamment certaines pages, qui ont été piratées plusieurs fois.



convergent pour nier aux femmes l'accès à l'égalité et à la justice. La campagne incorporera cette prise de conscience dans ses politiques et dans ses pratiques, pour modifier la manière dont nous pensons la violence sexuelle contre les femmes, et y réagir.

Selon ces statuts, les organisations qui souhaitent faire partie de la campagne doivent s'engager sur ces principes, et plusieurs autres principes de base présentés dans le document.

Concrètement, ces principes semblent fonctionner très bien à certains niveaux – ils aplatissent les processus conventionnels hiérarchiques de communication et de prises de décision (habituels même dans les ONG professant des visions radicales sur l'égalité, et bien sûr chez toutes les organisations universitaires, gouvernementales et grandes organisations travaillant sur le développement). Puisque l'OINC est un collectif récent, basé autant sur les capacités et la volonté d'individus de faire campagne que sur des interventions prédéterminées, la prise de décision se fait relativement rapidement et dépend profondément des expériences des capacités des activistes, et de la foi qu'on peut leur porter, plutôt que sur l'expérience interorganisationnelle seule. À d'autres niveaux, il est possible que ces principes présentent une vision, plutôt qu'une réalité quotidienne, étant donné les défis permanents liés aux préjugés profonds à de nombreux niveaux dans la société sud-africaine. En d'autres termes, l'engagement seul en matière de « non racisme » (il y a des femmes noires et des femmes blanches dans l'OINC, et un engagement fort et réel pour que les dirigeantes soient noires) ne permettra peut-être pas de s'assurer que la pression contre la violence liée au genre porte dans ses principes le besoin de donner priorité aux capacités de diriger « contre » la blancheur, ce qui doit être compris comme une constellation d'idées et d'intérêts plutôt qu'un ensemble d'individus.

La reconnaissance de l'importance de la violence liée au genre en tant qu'objectif à travers lequel forger des contacts pour travailler contre l'homophobie et pour l'autonomisation des personnes touchées par le VIH et le Sida est un moyen à la fois de planter le travail de la campagne dans les réalités contemporaines sud-africaines mais aussi de dépasser les positions prises par les organisations de femmes du passé, qui se concentraient

sur la violence sexuelle (certaines d'entre elles ont eu du mal à élargir leurs plateformes pour y accueillir les notions de VIH et/ou d'homophobie).

Depuis le procès de Jacob Zuma, l'OINC a entrepris des activités médiatiques et publiques permanentes qui soulignent l'intransigeance du système pénal pour les victimes de viol. Des protestations ont été organisées devant les tribunaux, des pétitions ont été rédigées, des interventions juridiques soutenues, des « campagnes de publicité en bus » organisées ; il s'agit de travailler sur des cas particuliers pour développer une stratégie. Cet activisme a donné une nouvelle énergie au sens de « se battre contre la violence sexuelle » sur un terrain où les luttes s'étaient mêlées – depuis 1994 – aux tendances libérales vers des réformes juridiques (nécessaires), où seuls ceux disposant de qualifications professionnelles précises pouvaient jouer un rôle clé. Au FEW, le besoin de créer des espaces pour les victimes de « viols correctifs » (des viols visant délibérément des femmes lesbiennes afin de les « rendre hétérosexuelles ») est un travail de la campagne depuis 2005. Ce projet a significativement l'utilisation de nouveaux modèles d'écoute, une implication avec les responsables locaux des services de logement et de la police ; mais aussi une certaine créativité (ateliers d'écriture, histoires à raconter numériquement, poésie). Ces approches ont été intégrées à celle de l'OINC pour s'attaquer à un environnement où la violence liée au genre reste endémique à un niveau très local.

Aussi vital que ce travail était (et reste), la signification de la « lutte » dans ce domaine s'est distancée des types d'activisme public (analogues aux protestations des nouveaux mouvements sociaux et des syndicats) cependant nécessaires pour maintenir l'idée d'un « mouvement des femmes » en première ligne de la conscience politique.

Le 7 juillet 2007, deux femmes, Sizakele Sigasa et Salome Massoa, ont été assassinées à Johannesburg. Toutes deux étaient lesbiennes, elles rentraient d'une fête ; Sigasa avait travaillé pour le Positive Women's Network, l'une des organisations dirigeantes de l'OINC. Avec quelques organisations partenaires (Behind the Mask et le groupe de travail collectif sur les droits et les questions LGBTI), l'OINC a organisé la manifestation 07-07-07, au niveau de l'activisme public, en construisant des réseaux de solidarité, en s'attachant éga-

lement au côté juridique et en créant une gamme de ressources (dont certaines étaient vitales) pour soutenir le mouvement de protestation contre ces meurtres.

Les conséquences de ce travail ont été importantes : des protestations publiques ont été organisées dans 4 grandes villes et intégrées aux plateformes de travail de différentes organisations. La combinaison d'expérience en matière d'activisme acquise au cours du procès de Jacob Zuma et du scandale provoqué par la mort des deux jeunes femmes (qui ne sont pourtant pas les premières morts, en Afrique du Sud, dues à l'homophobie visant des lesbiennes noires en particulier) a à la fois renforcé la coalition mais aussi entraîné un renouvellement d'exigences pour les membres de la coalition, pour qu'ils « soutiennent » la direction de la construction du mouvement. Ces demandes proviennent d'autres activistes femmes (à la fois en tant que personnes et en tant qu'organisations), qui ont voulu rejoindre la campagne, et des espaces de discussion se sont donc ouverts sur la manière dont l'organisation du mouvement de « nouvelle gauche » avait permis de renouveler l'énergie du féminisme en Afrique du Sud.

L'OINC n'est pas le seul collectif où se passe ce genre de chose. L'International Labour Resource and Information Group, ILRIG, basé au Cap, organise depuis plusieurs années un forum d'éducation communautaire très réussi, invitant des femmes activistes de divers secteurs de la classe ouvrière à situer la pertinence des idées féministes dans leur propre travail ; le Collège de Khanya à Johannesburg a aussi insisté, de la même manière, pour que les politiques du genre fassent partie d'un zoom sur la justice en Afrique du Sud. Dans ces deux cas, le renouvellement d'énergie a subi quelques revers, pourtant il reste évident que la signification des « mouvements de femmes » et des « activistes femmes » est importante dans toute l'Afrique du Sud, qu'il s'agisse de simples conversations, d'expressions de colère ou d'actions. L'OINC entretient des liens informels avec plusieurs autres initiatives ; comme l'explique Dawn Cavanagh, « pour nous la nouvelle campagne est puissante, elle nous permet de mieux nous lier avec des activistes dans d'autres lieux, et nous sentons que nous renforçons le mouvement, et que les lieux où nous pouvons nous organiser changent – dans

*les communautés où nous parlons des femmes et des actions de manière nouvelle... mais chaque organisation a également la responsabilité de poursuivre ses propres projets, comme POWA (People Organizing Against Women Abuse), et de proposer les services qu'elle a été créée pour offrir. Nous sommes en train de devenir énormes et il va falloir que nous réfléchissions à une structure au-delà de ce que nous avons été capables de faire jusqu'à présent. »*

Ce stade de croissance de la campagne est très difficile, mais il permet également de souligner un défi particulier du travail du mouvement des femmes de par le monde. Des tensions existent entre la gestion des priorités quotidiennes réelles dues à l'oppression des femmes, et la pression publique à maintenir, ainsi que les projets activistes à mener, qui n'ont pas pour « résultat » principal la « fourniture de services ». Historiquement, de nombreuses organisations de femmes sud-africaines ont travaillé en termes de fourniture de services et selon des relations très particulières avec l'État (elles faisaient pression, cherchaient à mener des actions ou obtenir des réformes sur le plan juridique, et créaient des alliances avec des acteurs comme la police, les services de logement, les éducateurs, etc.). C'est un travail essentiel, mais qui laisse peu de temps au travail vital, stratégique et conceptuel de construction d'un mouvement qui traverse les circonscriptions et les questions politiques, tout en restant une plateforme féministe.

La vision de l'OINC en matière de construction de mouvement est résumée par Cavanagh, qui explique : « *Comment un mouvement remporte-t-il des victoires ? Dans la manière dont le féminisme est repris par des organisations comme Behind the Mask, tout en accueillant aussi les principes plus anciens, vous comprenez, sur la violence liée au genre. Les activistes femmes sont de plus en plus fortes, même si ce que nous confrontons, comme ces meurtres, est parfois traumatisant. Ce que nous sommes en train de faire avec ce mouvement, c'est de nous soigner, cela fonctionne différemment pour différentes personnes ; et parfois ce n'est pas facile, mais c'est un activisme par lequel nous nous soignons en tant qu'organisations, par lequel nous soignons ce pays, par la colère et l'action, là où les choses se passent si mal pour les femmes. »*

## Conclusions

L'OINC est une organisation de construction du mouvement dans l'Afrique du Sud post 1994, où l'importance de la reconnaissance de l'échec de la lutte contre l'apartheid pour les femmes (surtout les femmes noires et pauvres) est traumatisante, surtout pour celles qui ont travaillé dur pour que l'État prenne des décisions juridiques sur le genre, ou pour réformer différentes lois. Le discours de l'OINC et son activisme ont eu un impact puissant sur la signification de l'organisation féministe en Afrique du Sud, notamment sur les principes de définitions d'une stratégie féministe d'une manière qui influence la compréhension de la visibilité et de la variété des mouvements de femmes.

Le partenariat OINC a organisé une conférence intitulée « Espace féministe » en décembre 2007. Il a invité diverses organisations et individus pour qu'ils réfléchissent aux priorités stratégiques et critiquent le travail des quelques dernières années de « construction de mouvement ». Nous espérons pouvoir obtenir des subventions, et différentes organisations (surtout FEW, POWA et Behind the Mask) ont commencé à inclure le travail de l'OINC dans leurs stratégies de demandes de financements. L'avenir sera décidé à la conférence « Espaces féministes », mais il devra être composé d'un engagement pour capitaliser sur les forces obtenues et vers un programme réaliste pour les

organisations membres, tout en rassemblant les organisations dans des actions de protestation précises et des initiatives de plaidoyer.

L'étude du cas de l'OINC suggère que l'exploration de la forme et du processus d'organisation des mouvements de femmes, tout en conservant une perspective historique sur ce qu'on a rétrospectivement nommé le « mouvement des femmes » dans un contexte national, est utile, mais qu'il est également vital de reconnaître qu'en Afrique du Sud, les contextes actuels de transition politique rapide, sans modification des accès aux droits économiques et sociaux, ont créé une situation où le travail féministe doit être à la fois « recommencé » et « réinventé ». C'est une grande responsabilité pour les activistes, qu'ils aient des liens avec des organisations passées ou qu'ils pensent, à cause de ce qu'ils observent et ce dont ils ont l'expérience, que « rien n'a été fait pour les femmes ». La direction de l'OINC est, cependant, « *motivée par notre travail ; nous estimons que c'est la chose la plus importante que nous pouvons faire pour le pays, mais aussi pour nous-mêmes. Parfois nous sommes totalement choquées en apprenant qu'il y a eu des viols, en réfléchissant à la pauvreté ou lorsqu'il y a des meurtres ; mais nous insistons sur le fait qu'au bout du compte, personne ne peut assassiner les programmes pour les femmes et le mouvement des femmes en Afrique du Sud. Nous y veillerons.* » (Dawn Cavanagh).

## Historique du mouvement

- Octobre - Novembre 2005** Réunions informelles entre des membres de FEW, PWN, POWA et CALS pour parler des implications de la violence liée au genre dans le pays, à la lumière de l'accusation de viol contre Jacob Zuma, ex vice-président.
- Janvier- Février 2006** Lancement de la campagne « Un sur Neuf », conception et lancement du site web, discussions avec différents partenaires.
- Février – Mai 2006** Conception et mise en place d'un programme de plaidoyer activiste, centré sur le procès de Jacob Zuma ; beaucoup de contacts avec les médias, activisme de rue, contacts pris avec de nouveaux partenaires
- Juillet – Janvier 2007** Développement d'un activisme de plaidoyer envers les médias, au sujet des procès pour viol de plusieurs victimes dans différentes villes d'Afrique du Sud ; construction de partenariats.
- Juillet 2007** Organisation de la manifestation 07-07-07, et campagne de réaction aux meurtres de Sizakele Sigasa et Salome Massoa ; nouveaux partenaires accueillis (Behind the Mask; Joint Working Group).
- Avril – Août 2007** Rédaction, discussions, formalisation des principes fondateurs clés de l'OINC en tant qu'organisation de construction du mouvement des femmes.
- Décembre 2007** Organisation de la conférence « Espace féministe », dont l'objectif est de créer une stratégie de développement de la construction du mouvement OINC en Afrique du Sud.



## Bibliographie

- Essof, S. 2005 "She-murenga: Challenges, Opportunities and Setbacks of the Women's Movement in Zimbabwe," *Feminist Africa 4*
- Geisler, G. 2004 Women and the Remaking of Politics in Southern Africa: Negotiating Autonomy, Incorporation and Representation Uppsala: Nordiska Afrikainstitutit
- Hassim, S. 1999 "From Presence to Power: Women's Citizenship in a New Democracy" *Agenda* 40
- Hassim, S. 2006 Women's Organizations and Democracy in South Africa: Contesting Authority Pietermaritzburg University of KwaZulu/Natal Press
- Keck, M. E. and Sikkink, K. 1998 Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics Ithaca: Cornell University Press
- Mama, A. 2005 "Women Mobilized" *Feminist Africa 4*
- Salo, E. 2005 "Multiple Targets, Mixing Strategies: Complicating Feminist Analysis of Contemporary South African Women's Movements" *Feminist Africa 4*
- Tripp, A. 2006 "Concensus, Conflict and New Challenges in Transnational Feminisms," in Freere, M. and A. Tripp, Transnational Feminisms: Women's Global Activism and Human Rights New York: New York University Press
- Sites web :
- [www.genderstats.org.za](http://www.genderstats.org.za)
- [www.csvr.org.za](http://www.csvr.org.za)
- [www.oneinnine.org.za](http://www.oneinnine.org.za)
- [www.few.org.za](http://www.few.org.za)
- [www.powa.org.za](http://www.powa.org.za)
- [www.gwsafrica.org](http://www.gwsafrica.org)
- [www.feministafrica.org](http://www.feministafrica.org)
- [www.pwn.org.za](http://www.pwn.org.za)
- [www.awid.org](http://www.awid.org)
- Entretiens :
- Dawn Cavanagh (Forum for Women's Empowerment)